

Des voix: Bravo!

M. Roberts: Il existe, bien sûr, de nombreux autres facteurs d'unité nationale et nous les avons abordés au cours du débat. Loin de moi l'idée que le bilinguisme soit l'unique pilier de l'unité canadienne. Il est essentiel au pays, à sa survivance, que les Canadiens l'acceptent comme un élément voulu et apprécié, et non pas comme de ceux dont on doit réduire l'importance avec mépris comme l'a fait hier le chef de l'opposition. Il me rappelle l'homme qui tombe sur une bonne occasion et n'a d'autre réflexe que de lui tourner le dos. Le fait d'avoir deux langues officielles donne des chances inouïes au pays; au lieu d'en faire fi, nous devrions nous en réjouir, et exploiter la situation, en faire une pierre d'assise du pays que nous cherchons à construire pour nous, pour nos enfants nos petits-enfants.

Des voix: Bravo!

M. Roberts: Si l'honorable représentant tient à soutenir l'idée qu'il se fait du Canada telle qu'il l'a exprimé dans le débat d'hier, il illustre par le fait même la division fondamentale qui existe entre les deux côtés de la Chambre et sur laquelle la population devra, à un moment donné, se prononcer.

J'aimerais rappeler le commentaire suivant de l'honorable représentant. Parlant de la situation au Québec, comme en fait foi le hansard, à la page 7320, il a dit:

S'ils ont des doutes quant à l'avenir de leur langue et de leur culture à l'intérieur des frontières de leur province, ils savent par contre que l'Assemblée nationale, laquelle représente une population à plus de 80 p. 100 francophone, sera toujours beaucoup plus consciente et capable d'agir pour préserver la langue et la culture française que toute autre législature, y compris le Parlement du Canada.

Voilà une autre divergence fondamentale avec la position prise de ce côté-ci de la Chambre. Nous soutenons, et nous disons aux Québécois d'expression française, que le maintien du Canada, de la Confédération, qui a deux langues officielles vaut mieux et représente un meilleur moyen d'assurer la protection de la langue et de la culture qui leur importent que si le Québec se sépare et s'isole du reste du Canada.

C'est un objectif primordial de notre politique de veiller à ce qu'il y ait un climat qui favorise la survivance et l'épanouissement du français au Québec et en dehors du Québec. C'est une préoccupation fondamentale du gouvernement actuel et nous ne croyons pas que cette tâche puisse être confiée en toute sécurité au seul gouvernement d'une province.

Je signale à l'honorable représentant que son argument est celui qui est invoqué par les séparatistes au Québec—et qui veut que l'Assemblée législative et le gouvernement du Québec peuvent mieux protéger que l'Assemblée législative et le gouvernement du Québec peuvent mieux protéger ce à quoi ils tiennent que le régime fédéral. Si l'honorable représentant croit cela—j'espère que non, mais c'est ce qu'il a dit—la nation devra se prononcer à ce sujet. Je le dis sérieusement—et je pense aussi au député de Halifax (M. Stanfield)—il me semble que le parti conservateur se fait maintenant une idée du Canada dans son attitude à l'égard des langues officielles

Unité nationale

ses aspirations pour le Canada que je ne peux accepter. Je pense que la chose est d'importance primordiale.

Je ne voudrais pas terminer sans dire un mot du discours du chef néo-démocrate. Dans son ensemble, je l'ai trouvé intéressant, mais je n'ai pas le temps de soulever tous les points abordés. J'aimerais toutefois parler des dernières observations qu'il a faites, car là aussi, je remarque qu'il rejette l'idée du Canada que nous essayons, nous les ministériels, de faire accepter: c'est une position qui revêt selon moi une importance extraordinaire. Au dernier paragraphe de son discours, à la page 7325 du hansard, on peut lire:

Ce dont nous avons en réalité besoin à mon sens, c'est de dirigeants qui diraient aux Québécois et à l'homme de la rue des autres provinces qu'il existe en fait deux grandes cultures. Je m'adresse au premier ministre qui essaie de nous faire croire que nous vivons dans une société multiculturelle. Mais il sait aussi bien que moi que la culture dominante au Québec est francophone et qu'elle est anglophone dans les autres provinces.

Je lui signale que l'idée du Canada comme étant un pays avec deux langues et deux cultures est fondamentalement contraire à l'idée que le gouvernement a mise de l'avant. Nous préconisons un pays, deux langues et plusieurs cultures.

● (1800)

M. Paproski: En période d'élections.

M. Roberts: Monsieur l'Orateur, si le député veut que les élections se jouent sur cette question, je suis prêt à entrer en lice; à cause de l'amitié qui me lie personnellement au député, j'aimerais bien qu'il soit encore parmi nous après les élections, mais il risque de ne plus y avoir grand monde sur les bancs de l'opposition.

M. Paproski: Ce que j'ai voulu dire, c'est que vous ne parliez des autres cultures qu'au moment des élections.

M. Roberts: Je veux dire au député d'Oshawa-Whitby—dommage qu'il ne soit pas ici, mais je suis sûr que l'ancien chef de son parti lui fera la commission—qu'il devrait être plus précis et savoir ce qu'il dit. J'espère qu'il n'a pas voulu dire qu'il est pour le biculturalisme au Canada. Nous ne devons pas mépriser la diversité de notre héritage culturel, c'est au contraire quelque chose que nous devons défendre et chercher à conserver à tout prix, car il s'agit d'un aspect essentiel, intégral, du pays que nous voulons construire.

Une voix: Uniquement en période d'élections.

M. Roberts: Je voudrais également dire, car je ne dispose pas de grand temps, que la situation de . . .

[*Français*]

. . . hors de Québec, et cette minorité est très importante. C'est le cœur de cette politique que nous suivons. Ce n'est pas quelque chose à publier ni à utiliser pendant les débats parti-sans. Il nous tient vraiment à cœur de créer une situation qui permettra à ces groupes de conserver leur culture, afin qu'il y ait une survivance et un épanouissement de ce fait à l'extérieur en même temps qu'à l'intérieur du Québec.